

PJ n°47

-

**DESCRIPTION DES
CAPACITES TECHNIQUES ET
FINANCIERES**

3° du I. de l'article D.181-15-2 du Code de l'Environnement

TABLE DES MATIERES

1. PRESENTATION DE LA SOCIETE	2
2. CAPACITES TECHNIQUES	2
2.1. CAPACITES EN MATIERE D'EXPLOITATION	2
2.2. ENGAGEMENT ENVIRONNEMENTAL	3
2.3. CAPACITES EN MATIERE DE REAMENAGEMENT	4
3. CAPACITES FINANCIERES	6

ANNEXES

ANNEXE N°1 : KBIS de la société Carrières Champenoises	8
ANNEXE N°2 : Lettre de l'ancien exploitant des parcelles agricole restituées à l'issue de l'exploitation de la gravière de Vaudes	9
ANNEXE N°3 : Rapports du commissaire aux comptes sur les comptes 2017, 2018 et 2019	10
ANNEXE N°4 : Cotation Banque de France de la société Carrières Champenoises	11

1. PRESENTATION DE LA SOCIETE

La société CARRIERES CHAMPENOISES est une entreprise familiale créée en 1954 par M. FERREIRA Daniel. Elle a ensuite été reprise et développée par M. et Mme BOURGOIN, puis en 2012 par leur fille Mme. Anne-Blandine BOURGOIN, aujourd'hui gérante de la structure.

A ce jour, la société compte une quinzaine d'employés et dispose de 4 sites d'extraction et de traitement autorisés.

► Annexe : KBIS de la société Carrières Champenoises

▼ Tableau : Liste des arrêtés préfectoraux actuellement détenus par CARRIERES CHAMPENOISES

Département	Commune	Date	Durée	Type
Aube	Jully-sur-Sarce	02/11/2001 02/01/2013*	30 ans	Carrière de roche massive + installations de traitement
	Rumilly-lès-Vaudes	11/02/2009		Carrière alluvionnaire + installations de traitement
	Rumilly-lès-Vaudes	07/12/2011	-	Plateforme de traitement
	Vaudes	07/04/2015	16 ans	Carrière alluvionnaire + installations de traitement

* Date de l'arrêté complémentaire

2. CAPACITES TECHNIQUES

2.1. CAPACITES EN MATIERE D'EXPLOITATION

En dehors des entreprises sous-traitantes amenées à intervenir temporairement et des transporteurs affectés à l'évacuation des produits finis, 5 à 6 personnes seront employées sur le site :

- 1 chef de carrière (également conducteur d'engins) ;
- 4 à 5 conducteurs d'engins (chargeur, dumper, mini-pelle, engin de levage et manutention etc.).

Le personnel de production est polyvalent et assure également une partie de la maintenance des installations. Il assure le contrôle visuel de la qualité des produits et signale tout incident à la hiérarchie.

La carrière de Jully-sur-Sarce dispose d'un parc matériel en bon état de fonctionnement et adapté aux cadences de production. Les engins, infrastructures et installations de traitement du site sont et seront régulièrement suivis, entretenus et réparés.

Le parc matériel du site de Jully-sur-Sarce est constitué de :

- 2 chargeurs (CATERPILLAR 980K et 980M) ;
- 2 tombereaux rigides (CATERPILLAR 772G) ;
- 1 boteur (CATERPILLAR D6N XL) ;
- 1 pelle à chenilles (LIEBHERR R976) ;
- 1 concasseur mobile (TESAB) de 350 kW ;
- 1 installation fixe de concassage / criblage d'une puissance totale de 900 kW

▼ **Illustration : Chargeur et tombereau utilisés pour l'exploitation du gisement (ENCEM)**



La société Carrières Champenoises a également développé des interconnexions entre ses différents sites, ce qui lui permet notamment de substituer une partie des matériaux alluvionnaires exploités à Vaudes et Rumilly par mélange avec des matériaux calcaires issus de Jully-sur-Sarce.

La société dispose également de bonnes compétences en gestion de la ressource en eaux. Par exemple, elle dispose d'une installation de lavage fonctionnant en circuit fermé à Rumilly-lès-Vaudes, ce qui permet de limiter les prélèvements d'eau dans le milieu naturel au niveau de ce site.

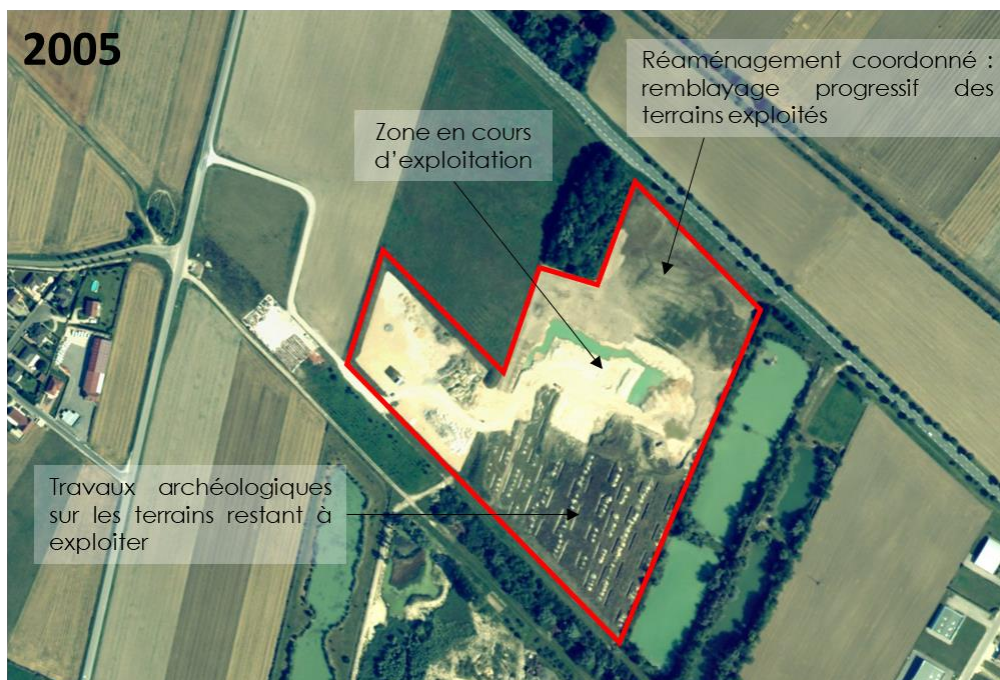
2.2. ENGAGEMENT ENVIRONNEMENTAL

La société CARRIERES CHAMPENOISES est engagée depuis 2014 dans la démarche de progrès environnemental « **Charte Environnement** » portée par UNICEM – Entreprises Engagées. Le dernier audit, réalisé en 2018, plaçait le site de Jully-sur-Sarce en « *Maturité* », ce qui atteste de son engagement en matière d'environnement, de sécurité vis-à-vis des tiers et de prise en compte des parties prenantes du site.

2.3. CAPACITES EN MATIERE DE REAMENAGEMENT

La société exploite localement des carrières depuis les années 1990. Ainsi, elle a déjà remis en état plusieurs sites sur les communes de Vaudes, Rumilly-lès-Vaudes, Buchères et Clerey. Sur le site de Vaudes par exemple, une partie des terrains exploités a été remblayée avec des matériaux inertes et des déchets d'extraction et a été ensuite restituée à l'agriculture (cf. illustrations ci-dessous).

▼ **Illustration : Evolution de la gravière exploitée à Vaudes au lieu-dit « Les Fosses » par Carrières Champenoises entre 2005 et 2018**



▼ **Illustration : Exemple de zones réaménagées par la société sur sa carrière alluvionnaire de Vaudes (CARRIERES CHAMPENOISES)**



L'ancien exploitant agricole ayant cultivé en son temps les parcelles concernées par l'exploitation de la gravière, avant et après qu'elles aient fait l'objet d'un déblai-remblai, a indiqué par courrier qu'il n'y avait pas été constaté de différence de rendement entre avant et après l'exploitation du site.

► **Annexe : Lettre de l'ancien exploitant des parcelles agricole restituées à l'issue de l'exploitation de la gravière de Vaudes**

Les capacités techniques des CARRIERES CHAMPENOISES en matière de réaménagement sont donc adaptées au plan de remise en état de la carrière.

Conformément aux articles 9.2 et 9.3 l'arrêté préfectoral n°01-3804A, la société a déjà réaménagée une partie de son site (au Nord-Ouest de l'emprise sollicitée en renouvellement) et a remblayé la partie exploitée en fouille lors de la précédente autorisation.

▼ **Illustration : Vue de la zone réaménagée [GAUCHE] et de la zone remblayée [DROITE] (ENCEM)**



Les Carrières Champenoises possèdent donc de très bonnes capacités techniques qui leur permettront d'assurer la pleine maîtrise de l'exploitation de la carrière de Jully-sur-Sarce et son réaménagement, notamment en matière de remblayage et de restitution à une vocation agricole.

3. CAPACITES FINANCIERES

Le capital social des Carrières Champenoises est de 85 376 €. La taille de l'entreprise et la production annuelle de plusieurs centaines de milliers de tonnes de granulats lui assurent une bonne stabilité financière.

Les chiffres d'affaires de la société des trois dernières années sont présentés ci-après :

▼ **Tableau : Chiffres d'affaires de la société (CARRIERES CHAMPENOISES)**

Année	Chiffres d'affaires
2017	3 566 472 €
2018	3 845 191 €
2019	3 889 036 €

Les rapports du commissaire aux comptes sur les exercices des 3 dernières années attestent de la bonne tenue des comptes de la société. Ces rapports sont fournis en annexe.

► **Annexe : Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels 2017, 2018 et 2019 (CARRIERES CHAMPENOISES)**

La société a obtenu la cotation Banque de France « G3 ». Ce niveau d'activité et cette cote de crédit forte montrent que les CARRIERES CHAMPENOISES sont capables d'honorer ses engagements financiers sur un horizon de 3 ans.

► **Annexe : Cotation Banque de France de la société Carrières Champenoises**

La société possède les capacités financières nécessaires pour exploiter la carrière de Jully-sur-Sarce et honorer les garanties financières auxquelles elle souscrit.

ANNEXES

ANNEXE N°1 :

**KBIS DE LA SOCIETE CARRIERES
CHAMPENOISES**

Greffé du Tribunal de Commerce de Troyes

134 rue du général de Gaulle
10000 Troyes
www.greffe-tc-troyes.fr
www.infogreffe.fr

N° de gestion 1963B00004

Extrait Kbis**EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES**

à jour au 24 janvier 2019

IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE

Immatriculation au RCS, numéro 632 880 043 R.C.S. Troyes
Date d'immatriculation 05/02/1955
Dénomination ou raison sociale **LES CARRIERES CHAMPENOISES**
Forme juridique Société par actions simplifiée
Capital social 85 376,00 Euros
Adresse du siège 47 Grande rue 10260 Vaudes
Nomenclature d'activités française (code NAF) 0812Z
Durée de la personne morale Jusqu'au 01/01/2075
Date de clôture de l'exercice social 31 décembre

GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTROLE, ASSOCIES OU MEMBRES**Président**

Dénomination BF PARTICIPATIONS
Forme juridique Société par actions simplifiée
Adresse 47 Grande rue 10260 Vaudes
Immatriculation au RCS, numéro 485 003 784 RCS Troyes

Vice-président

Nom, prénoms FERREIRA DES NEVES Marie-José
Nom d'usage BOURGOIN
Date et lieu de naissance Le 05/06/1952 à Vaudes
Nationalité Française
Domicile personnel 47 Grande rue 10260 Vaudes

Commissaire aux comptes titulaire

Dénomination SOFRAC TROYES
Adresse 7 boulevard du Premier R.A.M. 10000 Troyes
Immatriculation au RCS, numéro 479 224 412

Commissaire aux comptes suppléant

Nom, prénoms LERAT Sylvain
Nationalité Française
Domicile personnel ou adresse professionnelle 7 boulevard du 1er Ram 10000 Troyes

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITE ET A L'ETABLISSEMENT PRINCIPAL

Adresse de l'établissement 47 Grande rue 10260 Vaudes
Activité(s) exercée(s) Exploitation de carrières et fabrication d'agglomérés, le service de transports de marchandises pour le compte d'autrui et la location de véhicules pour le transport routier de marchandises, toutes prestations afférentes à l'hôtellerie et à la restauration
Nomenclature d'activités française (code NAF) 0811Z
Date de commencement d'activité 01/10/1954
Origine du fonds ou de l'activité Création

Greffe du Tribunal de Commerce de Troyes

134 rue du général de Gaulle
10000 Troyes
www.greffe-tc-troyes.fr
www.infogreffe.fr

N° de gestion 1963B00004

Mode d'exploitation

Mise en location-gérance du fonds

Exploitation directe

*Locataire-gérant**Dénomination*

SAS PROFIL TP

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'AUTRE ETABLISSEMENT DANS LE RESSORT*Adresse de l'établissement*

Carrière de Vaudes Lieux-dits "La Maladière" et "Croix de Pointron" 10260 Vaudes

Activité(s) exercée(s)

Exploitation de carrières de matériaux alluvionnaires

Date de commencement d'activité

01/07/2016

Origine du fonds ou de l'activité

Création

Mode d'exploitation

Exploitation directe

OBSERVATIONS ET RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES*- Mention n° 813 du 10/04/1984*

Prise en location gérance de la licence zone longue de classe "B" appartenant à Mr Roja David et comprenant le véhicule de marque Unic immatriculé 475 LQ 10. A compter du 07/02/84

- Mention n° 195 du 22/01/1988

Apport de la partie de fonds de commerce afférant exclusivement aux travaux publics et particuliers, terrassement à la société "profil Tp". A compter du 10/12/87

- Mention n° 5976 du 28/12/2009

Suppression partielle d'activité de l'établissement principal situé 47 Grande rue 10260 Vaudes à compter du 27/10/2009

Ancienne : Exploitation de carrières et fabrication d'agglomérés. Le service de transports de marchandises pour le compte d'autrui et la location de véhicules pour le transport routier de marchandises. Toutes prestations afférentes à l'hôtellerie et à la restauration, travaux publics

Nouvelle : Exploitation de carrières et fabrication d'agglomérés, le service de transports de marchandises pour le compte d'autrui et la location de véhicules pour le transport routier de marchandises, toutes prestations afférentes à l'hôtellerie et à la restauration

Modification relative aux personnes dirigeantes et non dirigeantes à compter du 27/10/2009 :

Partant : BOURGOIN Jean-Francois, Président

Nouveau : SAS SAS BF PARTICIPATIONS représentée par BOURGOIN Jean-François, Président

Apport à la société PROFIL TP de la branche de travaux publics et particuliers antérieurement donnée en location gérance à ladite société

Le Greffier



FIN DE L'EXTRAIT

ANNEXE N°2 :

**LETTRE DE L'ANCIEN EXPLOITANT DES
PARCELLES AGRICOLE RESTITUEES A
L'ISSUE DE L'EXPLOITATION DE LA
GRAVIERE DE VAUDES**

Monsieur Thierry Jeclereq
14 rue du Rivé
10260 Vaudes

Vaudes, le 24 Janvier 2022

M Madame Anne Blandine Bouvoin
47 Grande rue 10260 Vaudes,

M votre demande à titre de renseignement sur les parcelles de Champois vives à Vaudes dont vous êtes propriétaire, en ma qualité d'ancien exploitant agricole ayant cultivé en son temps les parcelles avant et après qu'elles aient fait l'objet d'un déblai-remblai,

je vous indique qu'il n'a pas été constaté de différence de rendement; les résultats similaires s'inscrivaient dans les margennes des autres terres cultivables.

Thierry Jeclereq -

ANNEXE N°3 :

**RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX
COMPTES SUR LES COMPTES 2017, 2018
ET 2019**



Société inscrite sur la liste nationale
des commissaires aux comptes
rattachée à la CRCC de Reims
7 bd du 1^{er} RAM
10000 TROYES

RAPPORT

DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

**SAS LES CARRIERES
CHAMPENOISES**

47 Grande rue

10260 VAUDES

Exercice clos le 31 décembre 2017



Société inscrite sur la liste nationale
des commissaires aux comptes
rattachée à la CRCC de Reims
7 bd du 1^{er} RAM
10000 TROYES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

LES CARRIERES CHAMPENOISES

Société par actions simplifiée au capital de 85 376 €

Siège social : 47 Grande rue – 10260 VAUDES

Exercice clos le 31 décembre 2017

A l'assemblée générale de la société LES CARRIERES CHAMPENOISES,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société LES CARRIERES CHAMPENOISES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS DU RAPPORT DE GESTION ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES AUX ASSOCIES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels appellent de notre part l'observation suivante :

Le pourcentage du montant total des factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu par tranches de retard au montant total des achats de l'exercice ainsi que le pourcentage du montant total des factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu par tranches de retard au chiffre d'affaires de l'exercice ne sont pas communiqués dans le rapport de gestion.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Troyes, le 14 juin 2018

Le Commissaire aux Comptes
SAS SOFRAC TROYES
7 Bd du 1^{er} RAM
10000 TROYES

Cyril CHANTECLAIR



Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

BILAN ACTIF

Du 01/01/2017 au 31/12/2017



ACTIF	Valeurs au 31/12/17			Valeurs au 31/12/16
	Val. Brutes	Amort. & dépréc.	Val. Nettes	
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	19 855.00	19 032.26	822.74	223.41
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	321 239.20	44 362.97	276 876.23	276 876.23
Constructions	30 016.80	30 016.80		
Installations tech., matériel et outillages industriels	2 734 725.99	2 626 076.44	108 649.55	204 405.91
Autres immobilisations corporelles	850 254.34	709 732.88	140 521.46	184 022.73
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	974.70		974.70	974.70
TOTAL (I)	3 957 066.03	3 429 221.35	527 844.68	666 502.98
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements	1 135 568.56		1 135 568.56	1 154 589.11
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Créances Clients et Comptes rattachés (3)	760 789.67	11 740.54	749 049.13	647 649.13
Autres créances (3)	143 763.88		143 763.88	208 554.19
Capital souscrit - appelé non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Actions propres				
Autres titres	1 767 789.35		1 767 789.35	1 759 306.75
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	1 123 694.21		1 123 694.21	1 226 113.01
Charges constatées d'avance (3)	302 030.66		302 030.66	331 505.51
TOTAL (II)	5 233 636.33	11 740.54	5 221 895.79	5 327 717.70
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Écarts de conversion actif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL(I + II + III + IV + V)	9 190 702.36	3 440 961.89	5 749 740.47	5 994 220.68

(1) Dont droit au bail

(2) Dont à moins d'un an (brut)

(3) Dont à plus d'un an (brut)

BILAN PASSIF

Du 01/01/2017 au 31/12/2017



PASSIF	Valeurs au 31/12/17	Valeurs au 31/12/16
CAPITAUX PROPRES		
Capital (dont versé : 0)	85 376.00	85 376.00
Primes d'émission, de fusion, d'apport	231 972.98	231 972.98
Écarts de réévaluation		
Écart d'équivalence		
Réserves		
Réserve légale	8 537.60	8 537.60
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	3 770 727.19	3 770 712.96
Report à nouveau		
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	178 546.37	152 623.83
SITUATION NETTE	4 275 160.14	4 249 223.37
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	6 202.83	23 573.35
TOTAL (I)	4 281 362.97	4 272 796.72
AUTRES FONDS PROPRES		
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL (I) Bis		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	448 177.14	380 618.74
TOTAL (II)	448 177.14	380 618.74
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	196 634.63	330 056.33
Emprunts et dettes financières diverses (3)	157 170.19	376 365.07
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	568 022.53	529 471.57
Dettes fiscales et sociales	81 404.75	85 022.57
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		
Autres dettes	16 968.26	19 889.68
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL (III)	1 020 200.36	1 340 805.22
Écarts de conversion passif (IV)		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	5 749 740.47	5 994 220.68
(1) Dont à plus d'un an	108 043.08	196 036.26
(1) Dont à moins d'un an	912 157.28	1 144 769.00
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
(3) Dont emprunts participatifs		

COMPTES DE RÉSULTAT SYNTHÉTIQUE

Du 01/01/2017 au 31/12/2017



	Du 01/01/17 Au 31/12/17	Du 01/01/16 Au 31/12/16	Variation	
			en valeur	en %
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises <i>dont à l'exportation :</i>	3 151 810	3 155 024	-3 214	
Production vendue (biens et services) <i>dont à l'exportation :</i>	414 662	662 906	-248 245	-37
Montant net du chiffre d'affaires	3 566 472	3 817 931	-251 458	-7
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	18 134	37 038	-18 904	-51
Autres produits	85	1 810	-1 725	-95
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	3 584 691	3 856 778	-272 088	-7
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises	4 551	6 620	-2 069	-31
Variation de stocks				
Achats de matières premières et autres approvisionnements	410 599	390 267	20 332	5
Variation de stocks	19 021	7 167	11 854	165
Autres achats et charges externes	2 054 756	2 325 058	-270 303	-12
Impôts, taxes et versements assimilés	100 186	99 028	1 158	1
Salaires et traitements	391 896	404 560	-12 664	-3
Charges sociales	196 166	211 741	-15 575	-7
Dotations aux amortissements et dépréciations				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	148 639	205 556	-56 917	-28
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	552	3 550	-2 998	-84
Dotations aux provisions	67 558	40 726	26 833	66
Autres charges	14 419	7 537	6 882	91
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	3 408 342	3 701 810	-293 467	-8
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	176 349	154 969	21 380	14
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice ou perte transférée (III)				
Perte ou bénéfice transféré (IV)				
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs				
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs				

COMpte DE RÉSULTAT SYNTHÉTIQUE (SUITE)

Du 01/01/2017 au 31/12/2017



	Du 01/01/17 Au 31/12/17	Du 01/01/16 Au 31/12/16	Variation	
			en valeur	en %
Produits financiers				
De participation (3)		743	-743	-100
Autres valeurs mobilières et créances d'actif immo.(3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)	11 474	15 478	-4 004	-26
Reprises sur prov. et dépréciations et transf. de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de val.mob. de placement				
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (V)	11 474	16 222	-4 747	-29
Charges financières				
Dotations amortissements, dépréciations, provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)	7 018	8 898	-1 880	-21
Différences négatives de change				
Charges sur cessions de valeurs mob. de placement				
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (VI)	7 018	8 898	-1 880	-21
RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)	4 456	7 324	-2 868	-39
RÉSULTAT COURANT avt impôts (I-II+III-IV+V-VI)	180 805	162 293	18 512	11
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion		375	-375	-100
Sur opérations en capital	35 000		35 000	
Reprises sur prov., dépréciations et transferts de charges	17 371	45 037	-27 667	-61
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (VII)	52 371	45 412	6 958	15
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion		45	-45	-100
Sur opérations en capital				
Dotations amortissements, dépréciations, provisions				
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VIII)		45	-45	-100
RESULTAT EXCEPTIONNEL	52 371	45 367	7 003	15
Participation des salariés aux résultats (IX)				
Impôt sur les bénéfices (X)	54 629	55 036	-407	-1
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V+VII)	3 648 536	3 918 412	-269 877	-7
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VIII+IX+X)	3 469 989	3 765 788	-295 799	-8
Bénéfice ou Perte	178 546	152 624	25 923	17

(3) Dont produits concernant les entités liées

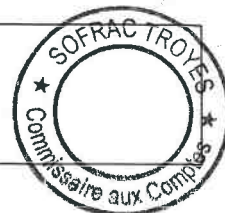
(4) Dont intérêts concernant les entités liées



ANNEXE COMPTABLE

SOMMAIRE ANNEXE DES COMPTES ANNUELS

Du 01/01/2017 au 31/12/2017



SOMMAIRE

Annexes au Bilan et au Compte de Résultat	Informations		
	Produites	Non produites	
		NS	NA
FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE			NA
RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES	O		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			NA
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	O		
ÉTAT DES AMORTISSEMENTS	O		
ÉTAT DES DÉPRÉCIATIONS			NA
PROVISIONS INSCRITES AU BILAN	O		
CRÉDIT BAIL	O		
LOCATIONS			NA
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			NA
ÉCART DE RÉÉVALUATIONS			
<i>Variations de la réserve spéciale de réévaluation</i>			NA
<i>Variations de la provision spéciale de réévaluation</i>			NA
ETAT DES STOCKS			NA
ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES CRÉANCES	O		
EFFETS DE COMMERCE			NA
ENTREPRISES LIÉES	O		
COMPTES DE RÉGULARISATION - ACTIF	O		
COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL	O		
ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES DETTES	O		
COMPTES DE RÉGULARISATION - PASSIF	O		
CRÉDIT D'IMPÔT COMPÉTITIVITÉ ET EMPLOI (CICE)	O		
LES ENGAGEMENTS	O		
DETTES GARANTIES PAR DES SÛRETÉS RÉELLES			NA
LES EFFECTIFS			
PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS	O		
TRANSFERTS DE CHARGES			NA
COMMENTAIRE			NA

SAS CARRIERES CHAMPENOISES
ANNEXE DES COMPTES ANNUELS

Du 01/01/2017 au 31/12/2017



RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- comparabilité et continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels au 31/12/2017 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, modifié par les règlements N° 2015-06 du 23 novembre 2015 et N° 2016-07 du 4 novembre 2016.

Pour l'application du règlement relatif à la comptabilisation, l'évaluation, l'amortissement et la dépréciation des actifs, l'entité a choisi la méthode prospective.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement),

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilisation ou de la durée d'usage prévue :

- Constructions	10 ans
- Agencement et aménagement des constructions	5 à 20 ans
- Matériels et outillages industriels	1 à 10 ans
- Agencements divers	4 à 10 ans
- Matériel de transport	2 à 5 ans
- Matériel de bureau	2 à 10 ans

Stocks

Les stocks sont évalués selon la méthode du coût moyen unitaire pondéré (CMUP).

Dans la valorisation des stocks, les intérêts sont toujours exclus.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

ÉTAT DES IMMOBILISATIONS

Du 01/01/2017 au 31/12/2017



CADRE A		IMMOBILISATIONS	V. brute des immob. début d' exercice	Augmentations	
				suite à réévaluation	acquisitions
INCORPOR.	Frais d'établissement, de recherche et de développement	TOTAL I			
	Autres postes d'immobilisations incorporelles	TOTAL II	20 705		1 100
CORPORELLES	Terrains		321 239		
	Constructions	Sur sol propre			
		Sur sol d'autrui			
		Instal.géné., agencts & aménagts const.	30 017		
	Installations techniques, matériel & outillage indust.		2 739 080		2 599
		Instal. gén., agencts & aménagts divers	338 838		5 335
	Autres immos corporelles	Matériel de transport		478 573	
Matériel de bureau & info., mobilier			26 561		
	Emballages récupérables & divers				
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
		TOTAL III	3 934 308		8 881
FINANCIERES	Participations évaluées par mise en équivalence				
	Autres participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts et autres immobilisations financières		975		
		TOTAL IV	975		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)			3 955 988		9 981

CADRE B		IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute des immob. fin ex.	Réévaluation légal Valeur d'origine
			par virt poste	par cessions		
INCORPOR.	Frais d'éts, de recherche & de dével.	TOTAL I				
	Autres postes d'immob. incorporelles	TOTAL II		1 950	19 855	
CORPORELLES	Terrains				321 239	
	Constructions	Sur sol propre				
		Sur sol d'autrui				
		Ins. gal. agen. amé. cons			30 017	
	Inst.tech., mat. outillage indus.		6 953		2 734 726	
		Ins. gal. agen. amé. div.			344 173	
	Autres immos corporelles	Matériel de transport			479 520	
Mat.bureau, info., mob.				26 561		
	Emballages récup. div.					
	Immos corporelles en cours					
	Avances et acomptes					
		TOTAL III	6 953		3 936 236	
FINANCIERES	Part. évaluées par mise en equivalence					
	Autres participations					
	Autres titres immobilisés					
	Prêts & autres immob. financières				975	
		TOTAL IV			975	
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)				8 903	3 957 066	

ÉTAT DES AMORTISSEMENTS

Du 01/01/2017 au 31/12/2017



CADRE A		SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Amortissements début d'exercice	Augmentations ; dotations de l'exercice	Diminutions : amort. sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Frais d'établissement, de recherche et de développement	TOTAL				
Autres immobilisations incorporelles	TOTAL	20 482	501	1 950	19 032
Terrains		44 363			44 363
Constructions	Sur sol propre				
	Sur sol d'autrui				
	Inst. générales agen. aménag. cons.	30 017			30 017
Inst. techniques	matériel et outil. industriels	2 534 674	98 355	6 953	2 626 076
Autres immos corporelles	Inst. générales agencem. amén. div.	195 493	31 052		226 545
	Matériel de transport	443 373	16 725		460 098
	Mat. bureau et informatique, mob. Emballages récupérables divers	21 083	2 006		23 090
	TOTAL	3 269 003	148 139	6 953	3 410 189
TOTAL GENERAL		3 289 485	148 639	8 903	3 429 221

CADRE B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES					
Immobilisations amortissables	DOTATIONS			REPRISES			Mouv. net des amorts fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissements							
TOTAL							
Immob. incorporelles							
TOTAL							
Terrains							
Constr.	Sur sol propre						
	Sur sol autrui						
	Inst. agenc. et amén.						
Inst. techniques mat. et outil.					17 371		-17 371
Immo. corpor.	Inst. gales, agenc. am divers						
	Mat. transport						
	Mat. bureau mobilier Emballages récup. divers						
TOTAL					17 371		-17 371
Frais d'acquisition de titres de participations							
TOTAL GÉNÉRAL					17 371		-17 371
Total général non ventilé					17 371		-17 371
CADRE C	MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES REPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements	Montant net à la fin de l'exercice		
	Frais d'émission d'emprunt à étaler						
	Primes de remboursement des obligations						

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

Du 01/01/2017 au 31/12/2017



TABLEAU DES PROVISIONS

Nature des provisions		Montant au début de l'exercice	AUGMENTATIONS : Dotations de l'exercice	DIMINUTIONS : Reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions réglementées	Prov. pour reconstit. gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissements				
	Provisions pour hausse des prix				
	Amortissements dérogatoires <i>Dont majorations exceptionnelles de 30 %</i>	23 573		17 371	6 203
	Pour prêts d'installation				
	Autres provisions réglementées				
	TOTAL I	23 573		17 371	6 203
Provisions pour risques et charges	Provisions pour litiges				
	Prov. pour garanties données aux clients				
	Prov. pour pertes sur marchés à terme				
	Provisions pour amendes et pénalités				
	Provisions pour pertes de change				
	Prov. pour pensions et obligations similaires				
	Provisions pour impôts				
	Prov. pour renouvellement des immobilisations				
	Prov. pour gros entretien et grandes réparations				
	Prov. pour chges sociales, fiscales / congés à payer				
	Autres provisions pour risques et charges	380 619	67 558		448 177
	TOTAL II	380 619	67 558		448 177
Provisions pour dépréciation	/ immobilisations	- incorporelles			
		- corporelles			
		- Titres mis en équivalence			
		- titres de participation			
	- autres immobs financières				
	Sur stocks et en cours				
Sur comptes clients	11 752	552	564	11 741	
Autres provisions pour dépréciation					
	TOTAL III	11 752	552	564	11 741
TOTAL GENERAL (I + II + III)		415 944	68 111	17 934	466 121
Dont provisions pour pertes à terminaison					
Dont dotations & reprises	- d'exploitation		68 111	564	
	- financières				
	- exceptionnelles			17 371	
Titre mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée					

CRÉDIT-BAIL

Du 01/01/2017 au 31/12/2017

**CRÉDIT-BAIL**

	Valeur d'origine	AMORTISSEMENTS		Valeur résiduelle
		Cumuls exerc. antérieurs	Dotations exercice	
Autres immobs incorporelles				
Terrains				
Constructions				
Inst. matériels et outillages	2 291 000	936 465	441 104	913 431
Autres immobs corporelles				
Immobilisations en cours				
TOTAL	2 291 000	936 465	441 104	913 431

	Cumuls exercice antérieurs	REDEVANCES PAYÉES	
		Exercice	Total
Autres immobs. incorporelles			
Terrains			
Constructions			
Inst. matériels et outillages	1 246 658	390 597	1 637 255
Autres immobs. corporelles			
Immobilisations en cours			
TOTAL	1 246 658	390 597	1 637 255

	VALEUR RESTANT À PAYER				VALEUR RÉSIDUELLE			
	à 1 an au plus	à + 1 an et 5 ans au plus	à + 5 ans	Total	à 1 an au plus	à + 1 an et 5 ans au plus	à + 5 ans	Total
Autres immobs incorpor.								
Terrains								
Constructions								
Inst. matériels, outillages	326 558	297 708		624 265	6 000	137 350		143 350
Autres immobs corpor.								
Immob. en cours								
TOTAL	326 558	297 708		624 265	6 000	137 350		143 350

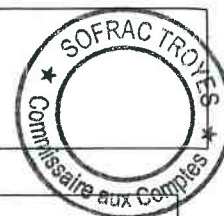
ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES CRÉANCES

Du 01/01/2017 au 31/12/2017



ÉTAT DES CRÉANCES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières	975		975
ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux	14 047		14 047
	Autres créances clients	746 743	746 743	
	Créances rep. titres prêtés : prov /dep. antér			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 341	1 341	
	Etat & autres	31 902	31 902	
	coll. publiques	91 562	91 562	
	Impôts sur les bénéfices	1 126	1 126	
	Taxe sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes & versements assimilés			
	Divers			
Groupe et associés (2)				
Débiteurs divers (dont créances rel. op. de pens. de titres)	17 833	17 833		
Charges constatées d'avance	302 031	302 031		
TOTAUX		1 207 559	1 192 538	15 021
Renvois (1)	Montant	- Créances représentatives de titres prêtés		
(2)	des	- Prêts accordés en cours d'exercice		
		- Remboursements obtenus en cours d'exercice		
		Prêts & avances consentis aux associés (pers.physiques)		



ÉLÉMENTS CONCERNANT LES ENTREPRISES LIÉES ET LES PARTICIPATIONS

POSTES	Montant concernant les entreprises	
	Liées	Avec lesquelles la sté a un lien de participation
Immobilisations financières		
Participations		
Créances rattachées à des participations		
Prêts		
Autres titres immobilisés		
Autres immobilisations financières		
Total des immobilisations		
Avances et acomptes versés sur commandes		
Créances		
Créances clients et comptes rattachés		
Autres créances		
Capital souscrit appelé, non versé		
Total des créances		
Disponibilités		
Total des disponibilités		
Dettes		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établiss. de crédit		
Emprunts et dettes financières divers	157 170	
Avances et acomptes reçus sur cdes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	359 574	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Total des dettes	516 744	

SAS CARRIERES CHAMPENOISES
COMPTES DE RÉGULARISATION - ACTIF

Du 01/01/2017 au 31/12/2017



CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

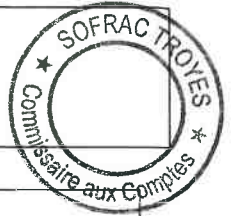
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	MONTANT
Exploitation	302 031
Financières	
Exceptionnelles	
TOTAL	302 031

PRODUITS À RECEVOIR

PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances	13 059
Disponibilités	6 460
TOTAL	19 518

CAPITAUX PROPRES

Du 01/01/2017 au 31/12/2017

**COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL**

	NOMBRE	VALEUR NOMINALE
Titres composant le capital social au début de l'exercice	5 336.00	16.00
Titres émis pendant l'exercice		
Titres remboursés pendant l'exercice		
Titres composant le capital social à la fin de l'exercice	5 336.00	16.00

ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES DETTES

Du 01/01/2017 au 31/12/2017

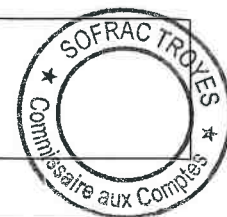


ÉTAT DES DETTES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an & 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)					
Autres emprunts obligataires (1)					
Emprunts & dettes à 1 an max. à l'origine					
etbs de crédit (1) à plus d' 1 an à l'origine		196 635	88 592	108 043	
Emprunts & dettes financières divers (1) (2)					
Fournisseurs & comptes rattachés		568 023	568 023		
Personnel & comptes rattachés		30 800	30 800		
Sécurité sociale & autres organismes sociaux		32 356	32 356		
Etat & Impôts sur les bénéfices					
autres Taxe sur la valeur ajoutée		8 385	8 385		
collectiv. Obligations cautionnées					
publiques Autres impôts, taxes & assimilés		9 864	9 864		
Dettes sur immobilisations & cptes rattachés					
Groupe & associés (2)		157 170	157 170		
Autres dettes (dt det. rel. opér. de titr.)		16 968	16 968		
Dette représentative des titres empruntés					
Produits constatés d'avance					
TOTAUX		1 020 200	912 157	108 043	
Renvois	(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
	Emprunts remboursés en cours d'exercice	133 192			
	(2) Montant divers emprunts, dettes/associés				

COMPTES DE RÉGULARISATION - PASSIF

Du 01/01/2017 au 31/12/2017

**CHARGES À PAYER**

CHARGES À PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	598
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	401 175
Dettes fiscales et sociales	27 770
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	7 634
TOTAL DES CHARGES À PAYER	437 178

CRÉDIT D'IMPÔT COMPÉTITIVITÉ ET EMPLOI (CICE)

Du 01/01/2017 au 31/12/2017



Le CICE est comptabilisé en diminution des charges de personnel, présent dans un sous-compte 64.

Au titre de l'exercice clos le 31/12/2017, le CICE s'élève à 26 466 €.

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises, à travers notamment des efforts en matière d'investissement, de recherche, d'innovation, de formation, de recrutement, de prospection de nouveaux marchés, de transition écologique et énergétique et de reconstitution de leur fonds de roulement (art. 244 quater C du CGI).

L'entreprise ne peut utiliser le CICE pour :

- financer une hausse de la part des bénéfices distribués
- augmenter les rémunérations des personnes exerçant des fonctions de direction.

ENGAGEMENTS

Du 01/01/2017 au 31/12/2017



DROIT INDIVIDUEL À LA FORMATION (DIF)

INDEMNITÉ DE DÉPART À LA RETRAITE

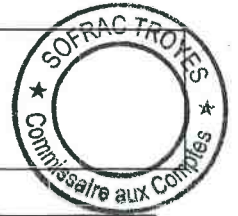
La société ne constitue pas de provision au titre des engagements de retraite des salariés puisqu'elle cotise à la PRO BTP (pour les ouvriers) et à la SMA BTP VIE (pour les cadres et ETAM).

ENGAGEMENTS DONNÉS

	AUTRES	DIRIGEANTS	FILIALES	PARTICIPATIONS	AUTRES ENTREPRISES LIÉES	MONTANT
Effets escomptés non échus						
Cautionnements, avals et garanties donnés par la société						
Engagements assortis de sûretés réelles						
Intérêts à échoir						
Assurances à échoir						
Autres engagements donnés :						
Contrats de crédits-bails	767 615					767 615
Contrats de locations financement						
CAUTION GARANTIE DE MARCHE	27 175					27 175
CAUTION REAMENAGEMENT CARRIERES	775 447					775 447
TOTAL (1)	1 570 237					1 570 237
	AUTRES	DIRIGEANTS	PROVISIONS			MONTANT
Engagements en matière de pensions						
TOTAL	1 570 237					1 570 237

PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS

Du 01/01/2017 au 31/12/2017

**PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS**

DÉSIGNATION	CHARGES	PRODUITS
3112017 PRODUITS CESSIONS ELEMENTS D'A		35 000
3112017 REP/PROV.REG.AMORT.DEROG		17 371
TOTAL		52 371



Société inscrite sur la liste nationale
des commissaires aux comptes
rattachée à la CRCC de Reims
7 bd du 1^{er} RAM
10000 TROYES

RAPPORT

DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

**SAS LES CARRIERES
CHAMPENOISES**

47 Grande rue

10260 VAUDES

Exercice clos le 31 décembre 2018



Société inscrite sur la liste nationale
des commissaires aux comptes
rattachée à la CRCC de Reims
7 bd du 1^{er} RAM
10000 TROYES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

LES CARRIERES CHAMPENOISES

Société par actions simplifiée au capital de 85 376 €

Siège social : 47 Grande rue – 10260 VAUDES

Exercice clos le 31 décembre 2018

A l'assemblée générale de la société LES CARRIERES CHAMPENOISES,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société LES CARRIERES CHAMPENOISES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

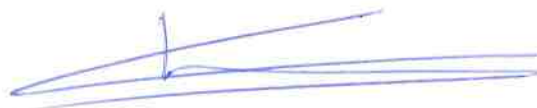
Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Troyes, le 6 juin 2019

Le Commissaire aux Comptes
SAS SOFRAC TROYES
7 Bd du 1^{er} RAM
10000 TROYES

Cyril CHANTECLAIR



Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

BILAN ACTIF

Du 01/01/2018 au 31/12/2018



ACTIF	Valeurs nettes au 31/12/18	Valeurs nettes au 31/12/17	Variation	
			en valeur	en %
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	456	823	-367	-45
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	515 875	276 876	238 998	86
Constructions				
Installations tech., matériel et outillages indus.	63 934	108 650	-44 715	-41
Autres immobilisations corporelles	124 372	140 521	-16 149	-11
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes	223 776		223 776	
Immobilisations financières (2)				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	975	975		
TOTAL (I)	929 388	527 845	401 543	76
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approv.	1 281 057	1 135 569	145 488	13
En cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3)				
Créances clients et comptes rattachés (3)	938 055	749 049	189 006	25
Autres (3)	143 965	143 764	202	
Capital souscrit - appelé non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Actions propres				
Autres titres	2 260 889	1 767 789	493 100	28
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	512 442	1 123 694	-611 252	-54
Charges constatées d'avance (3)	317 407	302 031	15 377	5
TOTAL (II)	5 453 816	5 221 896	231 920	4
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Primes remboursement des emprunts (IV)				
Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)	6 383 203	5 749 740	633 463	11

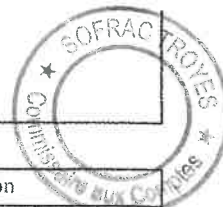
(1) Dont droit au bail

(2) Dont à moins d'un an (brut)

(3) Dont à plus d'un an (brut)

BILAN PASSIF

Du 01/01/2018 au 31/12/2018



PASSIF	Valeurs au 31/12/18	Valeurs au 31/12/17	Variation	
			en valeur	en %
CAPITAUX PROPRES				
Capital	85 376	85 376		
(dont versé : 0)				
Primes d'émission, de fusion, d'apport	231 973	231 973		
Écarts de réévaluation				
Écart d'équivalence				
Réserves				
Réserve légale	8 538	8 538		
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves	3 771 051	3 770 727	324	
Report à nouveau				
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	246 593	178 546	68 047	38
SITUATION NETTE	4 343 532	4 275 161	68 371	2
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées		6 203	-6 203	-100
TOTAL (I)	4 343 531	4 281 363	62 168	1
AUTRES FONDS PROPRES				
Produit des émissions de titres participatifs				
Avances conditionnées				
TOTAL (I) Bis				
PROVISIONS				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges	421 885	448 177	-26 292	-6
TOTAL (II)	421 886	448 178	-26 292	-6
DETTES (1)				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes aup. des établis. de crédit (2)	558 804	196 635	362 169	184
Emprunts et dettes financières diverses (3)	138 387	157 170	-18 783	-12
Avances et aptes recus sur commandes en cours				
Dettes fournisseurs et Comptes rattachés	780 346	568 023	212 323	37
Dettes fiscales et sociales	110 033	81 405	28 628	35
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés				
Autres dettes	30 218	16 968	13 250	78
Instrument de trésorerie				
Produits constatés d'avance				
TOTAL (III)	1 617 787	1 020 200	597 587	59
Ecarts de conversion passif (IV)				
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)	6 383 203	5 749 740	633 463	11
) Dont à plus d'un an	558 268	108 043		
) Dont à moins d'un an	1 059 519	912 157		
) Dont concours bancaires courants et soldes crédit. de banques				
) Dont emprunts participatifs				

COMPTE DE RÉSULTAT

Du 01/01/2018 au 31/12/2018



	Du 01/01/18 Au 31/12/18	Du 01/01/17 Au 31/12/17	Variation	
			en valeur	en %
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises <i>dont à l'exportation :</i>	3 432 173	3 151 810	280 362	9
Production vendue (biens et services) <i>dont à l'exportation :</i>	413 018	414 662	-1 643	
Montant net du chiffre d'affaires	3 845 191	3 566 472	278 719	8
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	59 303	18 134	41 169	227
Autres produits	1 046	85	961	
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	3 905 540	3 584 691	320 849	9
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises	2 060	4 551	-2 490	-55
Variation de stocks				
Achats de matières premières et autres approvisionnements	481 597	410 599	70 999	17
Variation de stocks	22 980	19 021	3 960	21
Autres achats et charges externes	2 286 528	2 054 756	231 772	11
Impôts, taxes et versements assimilés	119 542	100 186	19 356	19
Salaires et traitements	376 327	391 896	-15 569	-4
Charges sociales	181 733	196 166	-14 433	-7
Dotations aux amortissements et dépréciations				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	93 926	148 639	-54 713	-37
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	618	552	66	12
Dotations aux provisions	7 106	67 558	-60 452	-89
Autres charges	20 172	14 419	5 752	40
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	3 592 591	3 408 342	184 248	5
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	312 949	176 349	136 601	77
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice ou perte transférée (III)				
Perte ou bénéfice transféré (IV)				

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RÉSULTAT - SUITE

Du 01/01/2018 au 31/12/2018



	Du 01/01/18 Au 31/12/18	Du 01/01/17 Au 31/12/17	Variation	
			en valeur	en %
Produits financiers				
De participation (3)				
Autres valeurs mobilières et créances d'actif immo.(3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)	4 151	11 474	-7 323	-64
Reprises sur prov. et dépréciations et transf. de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de val.mob. de placement				
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (V)	4 151	11 474	-7 323	-64
Charges financières				
Dotations amortissements, dépréciations, provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)	4 734	7 018	-2 284	-33
Différences négatives de change				
Charges sur cessions de valeurs mob. de placement				
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (VI)	4 734	7 018	-2 284	-33
RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)	-583	4 456	-5 039	-113
RÉSULTAT COURANT avt impôts (I-II+III-IV+V-VI)	312 366	180 805	131 561	73
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital	6 000	35 000	-29 000	-83
Reprises sur prov., dépréciations et transferts de charges	6 203	17 371	-11 168	-64
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (VII)	12 203	52 371	-40 168	-77
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion	3 900		3 900	
Sur opérations en capital	2 142		2 142	
Dotations amortissements, dépréciations, provisions				
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VIII)	6 042		6 042	
RESULTAT EXCEPTIONNEL	6 160	52 371	-46 210	-88
Participation des salariés aux résultats (IX)				
Impôt sur les bénéfices (X)	71 933	54 629	17 304	32
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V+VII)	3 921 894	3 648 536	273 358	7
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VIII+IX+X)	3 675 300	3 469 989	205 311	6
Bénéfice ou Perte	246 593	178 546	68 047	38

(3) Dont produits concernant les entités liées

(4) Dont intérêts concernant les entités liées



ANNEXE COMPTABLE

SOMMAIRE ANNEXE DES COMPTES ANNUELS

Du 01/01/2018 au 31/12/2018



SOMMAIRE

Annexes au Bilan et au Compte de Résultat	Informations		
	Produites	Non produites	
		NS	NA
FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE			NA
RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES	O		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			NA
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	O		
ÉTAT DES AMORTISSEMENTS	O		
ÉTAT DES DÉPRÉCIATIONS			NA
PROVISIONS INSCRITES AU BILAN	O		
CRÉDIT BAIL	O		
LOCATIONS			NA
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			NA
ÉCART DE RÉÉVALUATIONS			
<i>Variations de la réserve spéciale de réévaluation</i>			NA
<i>Variations de la provision spéciale de réévaluation</i>			NA
ETAT DES STOCKS			NA
ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES CRÉANCES	O		
EFFETS DE COMMERCE			NA
ENTREPRISES LIÉES	O		
COMPTES DE RÉGULARISATION - ACTIF	O		
COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL	O		
ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES DETTES	O		
COMPTES DE RÉGULARISATION - PASSIF	O		
CRÉDIT D'IMPÔT COMPÉTITIVITÉ ET EMPLOI (CICE)	O		
LES ENGAGEMENTS	O		
DETTES GARANTIES PAR DES SÛRETÉS RÉELLES			NA
LES EFFECTIFS			
PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS			NA
TRANSFERTS DE CHARGES			NA
COMMENTAIRE			NA

SAS CARRIERES CHAMPENOISES
ANNEXE DES COMPTES ANNUELS

Du 01/01/2018 au 31/12/2018



RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- comparabilité et continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels au 31/12/2018 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général.

Pour l'application du règlement relatif à la comptabilisation, l'évaluation, l'amortissement et la dépréciation des actifs, l'entité a choisi la méthode prospective.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement),

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilisation ou de la durée d'usage prévue :

- Constructions	10 ans
- Agencement et aménagement des constructions	5 à 20 ans
- Matériels et outillages industriels	1 à 10 ans
- Agencements divers	4 à 10 ans
- Matériel de transport	2 à 5 ans
- Matériel de bureau	2 à 10 ans

Stocks

Les stocks sont évalués selon la méthode du coût moyen unitaire pondéré (CMUP).

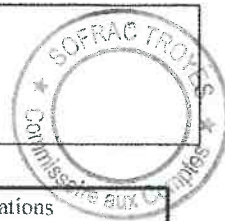
Dans la valorisation des stocks, les intérêts sont toujours exclus.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

ÉTAT DES IMMOBILISATIONS

Du 01/01/2018 au 31/12/2018



CADRE A	IMMOBILISATIONS	V. brute des immob. début d'exercice	Augmentations	
			suite à réévaluation	acquisitions
INCORPOR.	Frais d'établissement, de recherche et de développement	TOTAL I		
	Autres postes d'immobilisations incorporelles	TOTAL II	19 855	
CORPORELLES	Terrains		321 239	238 998
	Constructions	Sur sol propre		
		Sur sol d'autrui		
		Instal.géné., agenets & aménagts const.	30 017	
	Installations techniques, matériel & outillage indust.		2 734 726	1 225
	Autres immos corporelles	Instal. gén., agenets & aménagts divers	344 173	
		Matériel de transport	479 520	31 600
Matériel de bureau & info., mobilier		26 561	2 012	
Emballages récupérables & divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes			223 776	
	TOTAL III	3 936 236	497 611	
FINANCIERES	Participations évaluées par mise en équivalence			
	Autres participations			
	Autres titres immobilisés			
	Prêts et autres immobilisations financières		975	
	TOTAL IV	975		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)			3 957 066	497 611

CADRE B	IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute des immob. fin ex.	Réévaluation légal Valeur d'origine
		par virt poste	par cessions		
INCORPOR.	Frais d'éts. de recherche & de dével.	TOTAL I			
	Autres postes d'immob. incorporelles	TOTAL II		19 855	
CORPORELLES	Terrains			560 238	
	Constructions	Sur sol propre			
		Sur sol d'autrui			
		Ins. gal. agen. amé. cons		30 017	
	Inst.tech., mat. outillage indust.		1 859	2 734 092	
	Autres immos corporelles	Ins. gal. agen. amé. div.		344 173	
		Matériel de transport	25 947	485 173	
Mat.bureau, info., mob.		1 159	27 414		
Emballages récup. div.					
Immos corporelles en cours					
Avances et acomptes			223 776		
	TOTAL III	28 965	4 404 883		
FINANCIERES	Part. évaluées par mise en équivalence				
	Autres participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts & autres immob. financières			975	
	TOTAL IV		975		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)			28 965	4 425 713	

ÉTAT DES AMORTISSEMENTS

Du 01/01/2018 au 31/12/2018



CADRE A		SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Amortissements début d'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amort. sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Frais d'établissement, de recherche et de développement	TOTAL				
Autres immobilisations incorporelles	TOTAL	19 032	367		19 399
Terrains		44 363			44 363
Constructions	Sur sol propre				
	Sur sol d'autrui				
	Inst. générales agenc. aménag. cons.	30 017			30 017
	Inst. techniques matériel et outil. industriels	2 626 076	44 487	405	2 670 158
Autres immos corporelles	Inst. générales agencem. amén. div.	226 545	30 291		256 836
	Matériel de transport	460 098	16 576	25 258	451 416
	Mat. bureau et informatique, mob.	23 090	2 205	1 159	24 136
	Emballages récupérables divers				
	TOTAL	3 410 189	93 559	26 822	3 476 926
TOTAL GENERAL		3 429 221	93 926	26 822	3 496 325

CADRE B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES					
Immobilisations amortissables	DOTATIONS			REPRISES			Mouv. net des amort. fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissements							
TOTAL							
Immob. incorporelles							
TOTAL							
Terrains							
Const. Sur sol propre							
	Sur sol autrui						
Inst. agenc. et amén.							
Inst. techniques mat. et outil.					6 203		-6 203
Immo. corpor. Inst. gales, agenc. am divers							
Mat. transport							
Mat. bureau mobilier							
Emballages récup. divers							
TOTAL					6 203		-6 203
Frais d'acquisition de titres de participations							
TOTAL GÉNÉRAL					6 203		-6 203
Total général non ventilé					6 203		-6 203
CADRE C	MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES REPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements	Montant net à la fin de l'exercice		
	Frais d'émission d'emprunt à étaler						
	Primes de remboursement des obligations						

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

Du 01/01/2018 au 31/12/2018

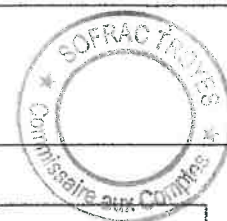
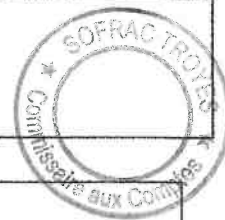


TABLEAU DES PROVISIONS

Nature des provisions		Montant au début de l'exercice	AUGMENTATIONS : Dotations de l'exercice	DIMINUTIONS : Reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions réglementées	Prov. pour reconstit. gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissements				
	Provisions pour hausse des prix				
	Amortissements dérogoatoires	6 203		6 203	
	<i>Dont majorations exceptionnelles de 30 %</i>				
	Pour prêts d'installation				
	Autres provisions réglementées				
	TOTAL I	6 203		6 203	
Provisions pour risques et charges	Provisions pour litiges				
	Prov. pour garanties données aux clients				
	Prov. pour pertes sur marchés à terme				
	Provisions pour amendes et pénalités				
	Provisions pour pertes de change				
	Prov. pour pensions et obligations similaires				
	Provisions pour impôts				
	Prov. pour renouvellement des immobilisations				
	Prov. pour gros entretien et grandes réparations				
	Prov. pour chges sociales, fiscales / congés à payer				
	Autres provisions pour risques et charges	448 177	7 106	33 398	421 885
	TOTAL II	448 177	7 106	33 398	421 885
Provisions pour dépréciation	/ immobilisations	- incorporelles			
		- corporelles			
		- Titres mis en équivalence			
		- titres de participation			
		- autres immobs financières			
	Sur stocks et en cours				
	Sur comptes clients	11 741	618		12 359
	Autres provisions pour dépréciation				
	TOTAL III	11 741	618		12 359
TOTAL GENERAL (I + II + III)		466 121	7 725	39 601	434 244
Dont provisions pour pertes à terminaison					
Dont dotations & reprises	- d'exploitation		7 725	33 398	
	- financières				
	- exceptionnelles			6 203	
Titre mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée					

CRÉDIT-BAIL

Du 01/01/2018 au 31/12/2018



CRÉDIT-BAIL

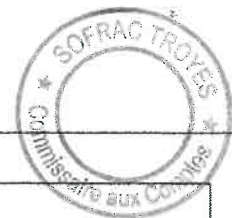
	Valeur d'origine	AMORTISSEMENTS		Valeur résiduelle
		Cumuls exerc. antérieurs	Dotations exercice	
Autres immobs incorporelles				
Terrains				
Constructions				
Inst. matériels et outillages	2 241 000	1 223 597	427 323	590 080
Autres immobs corporelles	57 000		1 936	55 064
Immobilisations en cours				
TOTAL	2 298 000	1 223 597	429 260	645 144

	Cumuls exercice antérieurs	REDEVANCES PAYÉES	
		Exercice	Total
Autres immobs. incorporelles			
Terrains			
Constructions			
Inst. matériels et outillages	1 390 766	344 887	1 735 653
Autres immobs. corporelles		3 497	3 497
Immobilisations en cours			
TOTAL	1 390 766	348 384	1 739 150

	VALEUR RESTANT À PAYER				VALEUR RÉSIDUELLE			
	à 1 an au plus	à + 1 an et 5 ans au plus	à + 5 ans	Total	à 1 an au plus	à + 1 an et 5 ans au plus	à + 5 ans	Total
Autres immobs incorpor.								
Terrains								
Constructions								
Inst. matériels, outillages	218 197	207 817		426 014	15 750	126 100		141 850
Autres immobs corpor.	13 987	38 463		52 450		1 710		1 710
Immob. en cours								
TOTAL	232 184	246 280		478 464	15 750	127 810		143 560

ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES CRÉANCES

Du 01/01/2018 au 31/12/2018



ÉTAT DES CRÉANCES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières	975		975
ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux	14 047	14 047	
	Autres créances clients	936 368	936 368	
	Créances rep. titres prêtés : prov /dep. antér			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 635	1 635	
	Impôts sur les bénéfices	1 860	1 860	
	Etat & autres coll. publiques	126 941	126 941	
	Taxe sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes & versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés (2)			
Débiteurs divers (dont créances rel. op. de pens. de titres)	13 530	13 530		
Charges constatées d'avance	317 407	317 407		
TOTAUX		1 412 762	1 411 787	975
Renvois (1) (2)	Montant des	- Créances représentatives de titres prêtés - Prêts accordés en cours d'exercice		
	Prêts & avances consentis aux associés (pers.physiques)	- Remboursements obtenus en cours d'exercice		

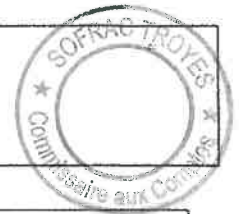


ÉLÉMENTS CONCERNANT LES ENTREPRISES LIÉES ET LES PARTICIPATIONS

POSTES	Montant concernant les entreprises	
	Liées	Avec lesquelles la sté a un lien de participation
Immobilisations financières		
Participations		
Créances rattachées à des participations		
Prêts		
Autres titres immobilisés		
Autres immobilisations financières		
Total des immobilisations		
Avances et acomptes versés sur commandes		
Créances		
Créances clients et comptes rattachés		
Autres créances		
Capital souscrit appelé, non versé		
Total des créances		
Disponibilités		
Total des disponibilités		
Dettes		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établis. de crédit		
Emprunts et dettes financières divers	138 387	
Avances et acomptes reçus sur cdes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	470 349	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Total des dettes	608 736	

SAS CARRIERES CHAMPENOISES
COMPTES DE RÉGULARISATION - ACTIF

Du 01/01/2018 au 31/12/2018



CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	MONTANT
Exploitation	317 407
Financières	
Exceptionnelles	
TOTAL	317 407

PRODUITS À RECEVOIR

PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	1 339
Autres créances	13 530
Disponibilités	973
TOTAL	15 842

CAPITAUX PROPRES

Du 01/01/2018 au 31/12/2018



COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

	NOMBRE	VALEUR NOMINALE
Titres composant le capital social au début de l'exercice	5 336.00	16.00
Titres émis pendant l'exercice		
Titres remboursés pendant l'exercice		
Titres composant le capital social à la fin de l'exercice	5 336.00	16.00

ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES DETTES

Du 01/01/2018 au 31/12/2018

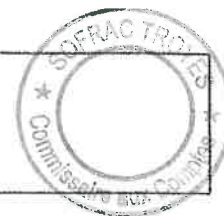


ÉTAT DES DETTES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an & 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)					
Autres emprunts obligataires (1)					
Emprunts & dettes	à 1 an max. à l'origine				
etbs de crédit (1)	à plus d' 1 an à l'origine	558 804	536	172 799	385 469
Emprunts & dettes financières divers (1) (2)					
Fournisseurs & comptes rattachés		780 346	780 346		
Personnel & comptes rattachés		31 667	31 667		
Sécurité sociale & autres organismes sociaux		34 670	34 670		
Etat &	Impôts sur les bénéfices	24	24		
autres	Taxe sur la valeur ajoutée	23 611	23 611		
collectiv.	Obligations cautionnées				
publiques	Autres impôts, taxes & assimilés	20 061	20 061		
Dettes sur immobilisations & cptes rattachés					
Groupe & associés (2)		138 387	138 387		
Autres dettes (dt det. rel. opér. de titr.)		30 218	30 218		
Dette représentative des titres empruntés					
Produits constatés d'avance					
TOTAUX		1 617 787	1 059 519	172 799	385 469
Renvois	(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice	500 000			
	Emprunts remboursés en cours d'exercice	137 768			
	(2) Montant divers emprunts, dettes/associés				

SAS CARRIERES CHAMPENOISES
COMPTES DE RÉGULARISATION - PASSIF

Du 01/01/2018 au 31/12/2018

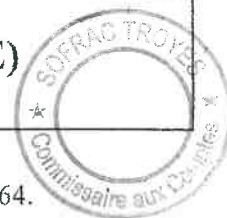


CHARGES À PAYER

CHARGES À PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	536
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	521 344
Dettes fiscales et sociales	38 774
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	20 884
TOTAL DES CHARGES À PAYER	581 538

CRÉDIT D'IMPÔT COMPÉTITIVITÉ ET EMPLOI (CICE)

Du 01/01/2018 au 31/12/2018



Le CICE est comptabilisé en diminution des charges de personnel, présent dans un sous-compte 64.

Au titre de l'exercice clos le 31/12/2018, le CICE s'élève à 23 370 €.

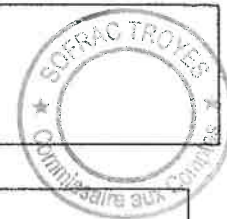
Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises, à travers notamment des efforts en matière d'investissement, de recherche, d'innovation, de formation, de recrutement, de prospection de nouveaux marchés, de transition écologique et énergétique et de reconstitution de leur fonds de roulement (art. 244 quater C du CGI).

L'entreprise ne peut utiliser le CICE pour :

- financer une hausse de la part des bénéfices distribués
- augmenter les rémunérations des personnes exerçant des fonctions de direction.

ENGAGEMENTS

Du 01/01/2018 au 31/12/2018



DROIT INDIVIDUEL À LA FORMATION (DIF)

INDEMNITÉ DE DÉPART À LA RETRAITE

La société ne constitue pas de provision au titre des engagements de retraite des salariés puisqu'elle cotise à la PRO BTP (pour les ouvriers) et à la SMA BTP VIE (pour les cadres et ETAM).

ENGAGEMENTS DONNÉS

	AUTRES	DIRIGEANTS	FILIALES	PARTICIPATIONS	AUTRES ENTREPRISES LIÉES	MONTANT
Effets escomptés non échus						
Cautionnements, avals et garanties donnés par la société						
Engagements assortis de sûretés réelles						
Intérêts à échoir						
Assurances à échoir						
Autres engagements donnés :						
Contrats de crédits-bails	622 024					622 024
Contrats de locations financement						
CAUTION REAMENAGEMENT CARRIERES	775 447					775 447
TOTAL (1)	1 397 471					1 397 471
	AUTRES	DIRIGEANTS	PROVISIONS			MONTANT
Engagements en matière de pensions						
TOTAL	1 397 471					1 397 471



Société inscrite sur la liste nationale
des commissaires aux comptes
rattachée à la CRCC de Reims
7 bd du 1^{er} RAM
10000 TROYES

RAPPORT
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

**SAS LES CARRIERES
CHAMPENOISES**

47 Grande rue

10260 VAUDES

Exercice clos le 31 décembre 2019



Société inscrite sur la liste nationale
des commissaires aux comptes
rattachée à la CRCC de Reims
7 bd du 1^{er} RAM
10000 TROYES

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

LES CARRIERES CHAMPENOISES

Société par actions simplifiée au capital de 85 376 €
Siège social : 47 Grande rue – 10260 VAUDES

Exercice clos le 31 décembre 2019

A l'assemblée générale de la société LES CARRIERES CHAMPENOISES,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société LES CARRIERES CHAMPENOISES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le Président sur la base des éléments disponibles dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée appelée à statuer sur les comptes.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D.441-4 du code de commerce ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion. En conséquence, nous ne pouvons attester de leur sincérité et de leur concordance avec les comptes annuels.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.


Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Troyes, le 15 septembre 2020

Le Commissaire aux Comptes
SAS SOFRAC TROYES
7 Bd du 1^{er} RAM
10000 TROYES

Cyril CHANTECLAIR



Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

BILAN ACTIF

Du 01/01/2019 au 31/12/2019



ACTIF	Valeurs au 31/12/19			Valeurs au 31/12/18
	Val. Brutes	Amort. & dépréc.	Val. Nettes	
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	23 255.00	20 340.03	2 914.97	456.07
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	566 524.77	44 362.97	522 161.80	515 874.60
Constructions	30 016.80	30 016.80		
Installations tech., matériel et outillages industriels	3 268 309.32	2 794 800.87	473 508.45	63 934.13
Autres immobilisations corporelles	1 113 697.84	801 356.04	312 341.80	124 372.35
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				223 776.00
Immobilisations financières (2)				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	974.70		974.70	974.70
TOTAL (I)	5 002 778.43	3 690 876.71	1 311 901.72	929 387.85
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements	1 340 968.36		1 340 968.36	1 281 056.79
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Créances Clients et Comptes rattachés (3)	546 131.87	2 036.13	544 095.74	938 055.16
Autres créances (3)	192 612.89		192 612.89	143 965.39
Capital souscrit - appelé non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Actions propres				
Autres titres	1 611 448.83		1 611 448.83	2 260 889.25
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	1 075 741.48		1 075 741.48	512 441.75
Charges constatées d'avance (3)	247 778.93		247 778.93	317 407.25
TOTAL (II)	5 014 682.36	2 036.13	5 012 646.23	5 453 815.59
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Écarts de conversion actif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL(I + II + III + IV + V)	10 017 460.79	3 692 912.84	6 324 547.95	6 383 203.44
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

BILAN PASSIF

Du 01/01/2019 au 31/12/2019



PASSIF	Valeurs au 31/12/19	Valeurs au 31/12/18
CAPITAUX PROPRES		
Capital (dont versé : 0)	85 376.00	85 376.00
Primes d'émission, de fusion, d'apport	231 972.98	231 972.98
Écarts de réévaluation		
Écart d'équivalence		
Réserves		
Réserve légale	8 537.60	8 537.60
Réerves statutaires ou contractuelles		
Réerves réglementées		
Autres réserves	3 772 188.51	3 771 051.16
Report à nouveau		
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	161 294.02	246 593.35
SITUATION NETTE	4 259 369.11	4 343 531.09
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL (I)	4 259 369.11	4 343 531.09
AUTRES FONDS PROPRES		
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL (I) Bis		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	403 625.57	421 885.34
TOTAL (II)	403 625.57	421 885.34
DETTES (I)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	440 862.08	558 803.60
Emprunts et dettes financières diverses (3)	387 131.62	138 387.12
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	751 814.54	780 345.80
Dettes fiscales et sociales	69 575.89	110 032.55
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		
Autres dettes	12 169.14	30 217.94
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL (III)	1 661 553.27	1 617 787.01
Écarts de conversion passif (IV)		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	6 324 547.95	6 383 203.44
(1) Dont à plus d'un an	291 498.16	558 267.78
(1) Dont à moins d'un an	1 370 055.11	1 059 519.23
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
(3) Dont emprunts participatifs		

COMPTES DE RÉSULTAT SYNTHÉTIQUE

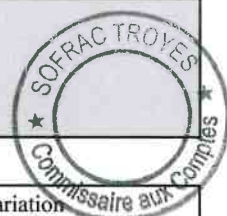
Du 01/01/2019 au 31/12/2019



	Du 01/01/19 Au 31/12/19	Du 01/01/18 Au 31/12/18	Variation	
			en valeur	en %
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises	3 526 088	3 432 173	93 915	3
<i>dont à l'exportation :</i>				
Production vendue (biens et services)	362 947	413 018	-50 071	-12
<i>dont à l'exportation :</i>				
Montant net du chiffre d'affaires	3 889 036	3 845 191	43 845	1
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	61 863	59 303	2 560	4
Autres produits	26	1 046	-1 020	-98
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	3 950 924	3 905 540	45 385	1
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises		2 060	-2 060	-100
Variation de stocks				
Achats de matières premières et autres approvisionnements	648 837	481 597	167 240	35
Variation de stocks	-59 912	22 980	-82 892	-361
Autres achats et charges externes	2 233 657	2 286 528	-52 871	-2
Impôts, taxes et versements assimilés	114 380	119 542	-5 162	-4
Salaires et traitements	392 162	376 327	15 834	4
Charges sociales	192 265	181 733	10 532	6
Dotations aux amortissements et dépréciations				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	194 552	93 926	100 626	107
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations		618	-618	-100
Dotations aux provisions		7 106	-7 106	-100
Autres charges	20 799	20 172	627	3
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	3 736 740	3 592 591	144 149	4
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	214 184	312 949	-98 765	-32
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice ou perte transférée (III)				
Perte ou bénéfice transféré (IV)				
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs				
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs				

COMpte DE RÉSULTAT SYNTHÉTIQUE (SUITE)

Du 01/01/2019 au 31/12/2019



	Du 01/01/19 Au 31/12/19	Du 01/01/18 Au 31/12/18	Variation	
			en valeur	en %
Produits financiers				
De participation (3)				
Autres valeurs mobilières et créances d'actif immo.(3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)	3 013	4 151	-1 138	-27
Reprises sur prov. et dépréciations et transf. de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de val.mob. de placement				
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (V)	3 013	4 151	-1 138	-27
Charges financières				
Dotations amortissements, dépréciations, provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)	4 425	4 734	-309	-7
Différences négatives de change				
Charges sur cessions de valeurs mob. de placement				
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (VI)	4 425	4 734	-309	-7
RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)	-1 412	-583	-829	-142
RÉSULTAT COURANT avt impôts (I-II+III-IV+V-VI)	212 772	312 366	-99 594	-32
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital		6 000	-6 000	-100
Reprises sur prov., dépréciations et transferts de charges		6 203	-6 203	-100
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (VII)		12 203	-12 203	-100
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion		3 900	-3 900	-100
Sur opérations en capital		2 142	-2 142	-100
Dotations amortissements, dépréciations, provisions				
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VIII)		6 042	-6 042	-100
RESULTAT EXCEPTIONNEL		6 160	-6 160	-100
Participation des salariés aux résultats (IX)				
Impôt sur les bénéfices (X)	51 478	71 933	-20 455	-28
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V+VII)	3 953 938	3 921 894	32 044	1
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VIII+IX+X)	3 792 644	3 675 300	117 343	3
Bénéfice ou Perte	161 294	246 593	-85 299	-35

(3) Dont produits concernant les entités liées

(4) Dont intérêts concernant les entités liées

SOMMAIRE ANNEXE DES COMPTES ANNUELS

Du 01/01/2019 au 31/12/2019



SOMMAIRE

Annexes au Bilan et au Compte de Résultat	Informations		
	Produites	Non produites	
		NS	NA
FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE	O		
RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES	O		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			NA
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	O		
ÉTAT DES AMORTISSEMENTS	O		
ÉTAT DES DÉPRÉCIATIONS			NA
PROVISIONS INSCRITES AU BILAN	O		
CRÉDIT BAIL	O		
LOCATIONS			NA
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			NA
ÉCART DE RÉÉVALUATIONS			
<i>Variations de la réserve spéciale de réévaluation</i>			NA
<i>Variations de la provision spéciale de réévaluation</i>			NA
ÉTAT DES STOCKS			NA
ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES CRÉANCES	O		
EFFETS DE COMMERCE			NA
ENTREPRISES LIÉES	O		
COMPTES DE RÉGULARISATION - ACTIF	O		
COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL	O		
ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES DETTES	O		
COMPTES DE RÉGULARISATION - PASSIF	O		
CRÉDIT D'IMPÔT COMPÉTITIVITÉ ET EMPLOI (CICE)			NA
LES ENGAGEMENTS	O		
DETTES GARANTIES PAR DES SÛRETÉS RÉELLES			NA
LES EFFECTIFS			
PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS			NA
TRANSFERTS DE CHARGES			NA
COMMENTAIRE			NA

SAS CARRIERES CHAMPENOISES
ANNEXE DES COMPTES ANNUELS

Du 01/01/2019 au 31/12/2019



FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2019 dont le total est de 6 324 547.95 Euros, et le compte de résultat de l'exercice dégage un bénéfice de 161 294.02 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2019 au 31/12/2019.

Par ailleurs, nous apportons des précisions concernant les faits suivants :

Information au titre d'un événement post-clôture :

La crise sanitaire liée au Covid-19 et la promulgation de l'état d'urgence sanitaire par la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 constituent un événement postérieur à la clôture de l'exercice qui n'a pas donné lieu à un ajustement des comptes annuels clos au 31/12/2019, c'est-à-dire que les actifs et les passifs, les charges et produits mentionnés respectivement au bilan et au compte de résultat au 31/12/2019 sont comptabilisés et évalués sans tenir compte de cet événement et de ses conséquences.

Conformément aux dispositions du PCG1 sur les informations à mentionner dans l'annexe, l'entreprise constate que cette crise sanitaire a un ou des impacts significatifs sur son activité depuis le 1er janvier 2020, sans toutefois remettre en cause la continuité d'exploitation.

Eu égard au caractère évolutif de la situation, à la date d'établissement des comptes, il n'est pas possible de chiffrer l'impact de la crise sur le patrimoine de l'entreprise ainsi que sur sa situation financière et son résultat à venir.

A date, l'entreprise n'a pas eu recours au dispositif de Prêt Garanti par l'Etat (PGE).

En revanche, elle a utilisé le mécanisme de l'activité partielle de 03/2020 à 07/2020 mais sur une proportion restreinte de son personnel.

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- comparabilité et continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels au 31/12/2019 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général.

Pour l'application du règlement relatif à la comptabilisation, l'évaluation, l'amortissement et la dépréciation des actifs, l'entité a choisi la méthode prospective.



Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement),

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilisation ou de la durée d'usage prévue :

- Constructions	10 ans
- Agencement et aménagement des constructions	5 à 20 ans
- Matériels et outillages industriels	1 à 10 ans
- Agencements divers	4 à 10 ans
- Matériel de transport	2 à 5 ans
- Matériel de bureau	2 à 10 ans

Stocks

Les stocks sont évalués selon la méthode du coût moyen unitaire pondéré (CMUP).

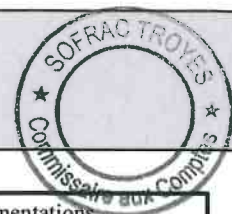
Dans la valorisation des stocks, les intérêts sont toujours exclus.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

ÉTAT DES IMMOBILISATIONS

Du 01/01/2019 au 31/12/2019



CADRE A	IMMOBILISATIONS	V. brute des immob. début d' exercice	Augmentations	
			suite à réévaluation	acquisitions
INCORPOR.	Frais d'établissement, de recherche et de développement TOTAL I			
	Autres postes d'immobilisations incorporelles TOTAL II	19 855		3 400
CORPORELLES	Terrains	560 238		6 287
	Constructions			
	Sur sol propre			
	Sur sol d'autrui			
	Instal.géné., agenct & aménagts const.	30 017		
	Installations techniques, matériel & outillage indust.	2 734 092		534 217
	Instal. gén., agenct & aménagts divers	344 173		199 393
Autres immos corporelles	Matériel de transport	485 173		56 000
	Matériel de bureau & info., mobilier	27 414		1 544
Emballages récupérables & divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes	223 776			
	TOTAL III	4 404 883		797 442
FINANCIERES	Participations évaluées par mise en équivalence			
	Autres participations			
	Autres titres immobilisés			
	Prêts et autres immobilisations financières	975		
	TOTAL IV	975		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)		4 425 713		800 842

CADRE B	IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute des immob. fin ex.	Réévaluation légale Valeur d'origine
		par virt poste	par cessions		
INCORPOR.	Frais d'éts, de recherche & de dével. TOTAL I				
	Autres postes d'immob. incorporelles TOTAL II			23 255	
CORPORELLES	Terrains			566 525	
	Constructions				
	Sur sol propre			30 017	
	Sur sol d'autrui				
	Ins. gal. agen. amé. cons				
	Inst.tech., mat. outillage indust.			3 268 309	
	Ins. gal. agen. amé. div.			543 566	
Autres immos corporelles	Matériel de transport			541 173	
	Mat.bureau, info., mob.			28 958	
Emballages récup. div.					
Immos corporelles en cours					
Avances et acomptes	223 776				
	TOTAL III	223 776		4 978 549	
FINANCIERES	Part. évaluées par mise en equivalence				
	Autres participations				
	Autres titres immobilisés			975	
	Prêts & autres immob. financières			975	
	TOTAL IV			975	
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)		223 776		5 002 779	

ÉTAT DES AMORTISSEMENTS

Du 01/01/2019 au 31/12/2019



CADRE A		SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Amortissements début d'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amort. sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Frais d'établissement, de recherche et de développement TOTAL					
Autres immobilisations incorporelles TOTAL		19 399	941		20 340
Terrains		44 363			44 363
Constructions	Sur sol propre				
	Sur sol d'autrui				
Inst. générales agen. aménag. cons.		30 017			30 017
Inst. techniques matériel et outil. industriels		2 670 158	124 643		2 794 801
Autres immos corporelles	Inst. générales agencem. amén. div.	256 836	54 269		311 105
	Matériel de transport	451 416	12 884		464 301
	Mat. bureau et informatique, mob.	24 136	1 814		25 951
	Emballages récupérables divers				
TOTAL		3 476 927	193 611		3 670 537
TOTAL GENERAL		3 496 326	194 552		3 690 877

CADRE B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES					
Immobilisations amortissables	DOTATIONS			REPRISES			Mouv. net des amorts fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissements TOTAL							
Immob. incorporelles TOTAL							
Terrains							
Constr.	Sur sol propre						
	Sur sol autrui						
Inst. agenc. et amén.							
Inst. techniques mat. et outil.							
Immo. corpor.	Inst. gales, agenc. am divers						
	Mat. transport						
	Mat. bureau mobilier						
Emballages récup. divers							
TOTAL							
Frais d'acquisition de titres de participations							
TOTAL GÉNÉRAL							
Total général non ventilé							
CADRE C	MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES REPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements	Montant net à la fin de l'exercice		
Frais d'émission d'emprunt à étaler							
Primes de remboursement des obligations							

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

Du 01/01/2019 au 31/12/2019

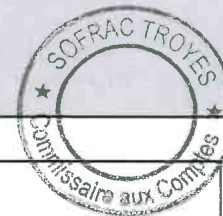


TABLEAU DES PROVISIONS

Nature des provisions		Montant au début de l'exercice	AUGMENTATIONS ; Dotations de l'exercice	DIMINUTIONS ; Reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions réglementées	Prov. pour reconstit. gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissements				
	Provisions pour hausse des prix				
	Amortissements dérogatoires				
	<i>Dont majorations exceptionnelles de 30 %</i>				
	Pour prêts d'installation				
	Autres provisions réglementées				
TOTAL I					
Provisions pour risques et charges	Provisions pour litiges				
	Prov. pour garanties données aux clients				
	Prov. pour pertes sur marchés à terme				
	Provisions pour amendes et pénalités				
	Provisions pour pertes de change				
	Prov. pour pensions et obligations similaires				
	Provisions pour impôts				
	Prov. pour renouvellement des immobilisations				
	Prov. pour gros entretien et grandes réparations				
	Prov. pour chges sociales, fiscales / congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	421 885		18 260	403 626	
TOTAL II		421 885		18 260	403 626
Provisions pour dépréciation	/ immobilisations	- incorporelles			
		- corporelles			
		- Titres mis en équivalence			
		- titres de participation			
		- autres immobs financières			
	Sur stocks et en cours				
Sur comptes clients	12 359		10 323	2 036	
Autres provisions pour dépréciation					
TOTAL III		12 359		10 323	2 036
TOTAL GENERAL (I + II + III)		434 244		28 583	405 662
Dont provisions pour pertes à terminaison					
Dont dotations & reprises	- d'exploitation			28 583	
	- financières				
	- exceptionnelles				
Titre mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée					

CRÉDIT-BAIL

Du 01/01/2019 au 31/12/2019



CRÉDIT-BAIL

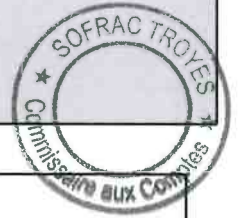
	Valeur d'origine	AMORTISSEMENTS		Valeur résiduelle
		Cumuls exerc. antérieurs	Dotations exercice	
Autres immobs incorporelles				
Terrains				
Constructions				
Inst. matériels et outillages	1 716 000	1 283 071	148 107	284 822
Autres immobs corporelles	57 000	13 336	11 400	32 264
Immobilisations en cours				
TOTAL	1 773 000	1 296 407	159 507	317 085

	Cumuls exercice antérieurs	REDEVANCES PAYÉES	
		Exercice	Total
Autres immobs. incorporelles			
Terrains			
Constructions			
Inst. matériels et outillages	1 219 575	234 197	1 453 772
Autres immobs. corporelles	3 497	13 986	17 483
Immobilisations en cours			
TOTAL	1 223 072	248 183	1 471 255

	VALEUR RESTANT À PAYER				VALEUR RÉSIDUELLE			
	à 1an au plus	à + 1an et 5 ans au plus	à + 5 ans	Total	à 1an au plus	à + 1an et 5 ans au plus	à + 5 ans	Total
Autres immobs incorpor.								
Terrains								
Constructions								
Inst. matériels, outillages	134 495	73 322		207 817	112 600	13 500		126 100
Autres immobs corpor.	13 987	24 477		38 463		1 710		1 710
Immob. en cours								
TOTAL	148 482	97 799		246 280	112 600	15 210		127 810

ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES CRÉANCES

Du 01/01/2019 au 31/12/2019



ÉTAT DES CRÉANCES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières	975		975
ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux	2 169	2 169	
	Autres créances clients	543 963	543 963	
	Créances rep. titres prêtés : prov /dep. antér			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices	22 319	22 319	
	Etat & autres	155 140	155 140	
	coll. publiques	427	427	
	Divers			
	Groupe et associés (2)			
	Débiteurs divers (dont créances rel. op. de pens. de titres)	14 727	14 727	
Charges constatées d'avance	247 779	247 779		
TOTAUX		987 498	986 524	975
Renvois (1)	Montant	- Créances représentatives de titres prêtés		
(2)	des	- Prêts accordés en cours d'exercice		
		- Remboursements obtenus en cours d'exercice		
		Prêts & avances consentis aux associés (pers.physiques)		

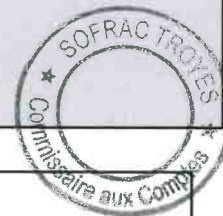


ÉLÉMENTS CONCERNANT LES ENTREPRISES LIÉES ET LES PARTICIPATIONS

POSTES	Montant concernant les entreprises	
	Liées	Avec lesquelles la sté a un lien de participation
Immobilisations financières		
Participations		
Créances rattachées à des participations		
Prêts		
Autres titres immobilisés		
Autres immobilisations financières		
Total des immobilisations		
Avances et acomptes versés sur commandes		
Créances		
Créances clients et comptes rattachés		
Autres créances		
Capital souscrit appelé, non versé		
Total des créances		
Disponibilités		
Total des disponibilités		
Dettes		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établiss. de crédit		
Emprunts et dettes financières divers	384 878	
Avances et acomptes reçus sur cdes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	460 216	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Total des dettes	845 094	

SAS CARRIERES CHAMPENOISES
COMPTES DE RÉGULARISATION - ACTIF

Du 01/01/2019 au 31/12/2019



CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	MONTANT
Exploitation	247 779
Financières	
Exceptionnelles	
TOTAL	247 779

PRODUITS À RECEVOIR

PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances	15 154
Disponibilités	775
TOTAL	15 929

CAPITAUX PROPRES

Du 01/01/2019 au 31/12/2019

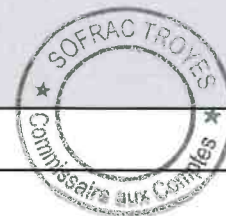


COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

DIFFÉRENTES CATÉGORIES DE TITRES	NOMBRE	VALEUR NOMINALE
Titres composant le capital social au début de l'exercice	5 336.00	16.00
Titres émis pendant l'exercice		
Titres remboursés pendant l'exercice		
Titres composant le capital social à la fin de l'exercice	5 336.00	16.00

ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES DETTES

Du 01/01/2019 au 31/12/2019

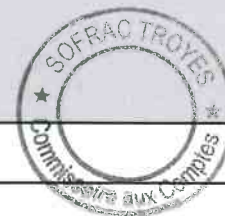


ÉTAT DES DETTES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an & 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)					
Autres emprunts obligataires (1)					
Emprunts & dettes etbs de crédit (1) à 1 an max. à l'origine à plus d' 1 an à l'origine		440 862	149 364	291 498	
Emprunts & dettes financières divers (1) (2)					
Fournisseurs & comptes rattachés		751 815	751 815		
Personnel & comptes rattachés		27 444	27 444		
Sécurité sociale & autres organismes sociaux		28 281	28 281		
Etat & autres collectiv. publiques Impôts sur les bénéfices Taxe sur la valeur ajoutée Obligations cautionnées Autres impôts, taxes & assimilés		3 355	3 355		
Dettes sur immobilisations & cptes rattachés					
Groupe & associés (2)		387 132	387 132		
Autres dettes (dt det. rel. opér. de titr.)		12 169	12 169		
Dette représentative des titres empruntés					
Produits constatés d'avance					
TOTAUX		1 661 553	1 370 055	291 498	
Renvois	(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice	56 000			
	Emprunts remboursés en cours d'exercice	173 962			
	(2) Montant divers emprunts, dettes/associés				

COMPTES DE RÉGULARISATION - PASSIF

Du 01/01/2019 au 31/12/2019

**CHARGES À PAYER**

CHARGES À PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	556
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	482 804
Dettes fiscales et sociales	26 710
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	
TOTAL DES CHARGES À PAYER	510 070

ENGAGEMENTS

Du 01/01/2019 au 31/12/2019

**DROIT INDIVIDUEL À LA FORMATION (DIF)**

La loi du 5 mars 2014 relative à la formation met en oeuvre le compte personnel de formation (CPF) qui remplace le DIF à compter du 1er janvier 2015.

Les droits acquis par les salariés au titre du DIF jusqu'au 31 décembre 2014 (au maximum 120 heures acquises par les salariés) sont toutefois conservés : ils sont automatiquement transférés sous le régime du CPF et ils pourront être mobilisés selon leur ancienneté jusqu'au 1er janvier 2021.

INDEMNITÉ DE DÉPART À LA RETRAITE

La société ne constitue pas de provision au titre des engagements de retraite des salariés puisqu'elle cotise à la PRO BTP (pour les ouvriers) et à la SMA BTP VIE (pour les cadres et ETAM).

ENGAGEMENTS DONNÉS

	AUTRES	DIRIGEANTS	FILIALES	PARTICIPATIONS	AUTRES ENTREPRISES LIÉES	MONTANT
Effets escomptés non échus						
Cautions, avals et garanties donnés par la société						
Engagements assortis de sûretés réelles						
Intérêts à échoir						
Assurances à échoir						
Autres engagements donnés :						
Contrats de crédits-bails	246 280					246 280
Contrats de locations financement						
<i>CAUTION REAMENAGEMENT CARRIERES</i>	820 047					820 047
TOTAL (1)	1 066 327					1 066 327
	AUTRES	DIRIGEANTS	PROVISIONS			MONTANT
Engagements en matière de pensions						
TOTAL	1 066 327					1 066 327

ANNEXE N°4 :

**COTATION BANQUE DE FRANCE DE LA
SOCIETE CARRIERES CHAMPENOISES**

Banque de France
Service des Entreprises

382217 651 314
C90 1/ 1 1



Référence du courrier :
COTEJ/632880043

LES CARRIERES CHAMPENOISES
MME MARIE-JOSE BOURGOIN
47 GRANDE RUE
10260 VAUDES

Conformément à la loi n° 78-17 modifiée du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vous bénéficiez d'un droit d'accès aux informations contenues dans Fiben, fichier qui a reçu une autorisation de la Cnil (délibération n°87-69 du 7 juillet 1987, confirmée par la délibération n° 2009-498 du 17 septembre 2009), et d'un droit de rectification. Les demandes devront être transmises à l'adresse précisée ci-dessous. Par ailleurs, nous vous signalons que la cote attribuée par la Banque de France ne saurait être utilisée à des fins publicitaires.



Le 02 novembre 2020

Madame,

La Banque de France recense un certain nombre d'informations concernant les entreprises et leurs dirigeants. Ces renseignements permettent notamment de réaliser des études sur la situation financière des entreprises françaises, de fournir des éléments d'analyse pour les opérations de refinancement des établissements de crédit auprès des Banques Centrales dans le cadre de l'Eurosysteme, d'apprécier la qualité des créances portées par ces derniers sur les entreprises au regard des exigences prudentielles. A partir de ces informations la Banque de France attribue une cotation aux entreprises et un indicateur à leurs dirigeants. La cotation peut ainsi s'appuyer sur l'analyse des documents comptables d'une entreprise, si celle-ci réalise un chiffre d'affaires annuel supérieur à 750 K€ (sauf cas spécifique des holdings).

D'une manière générale, la cotation attribuée par la Banque de France a pour objectif d'exprimer d'une façon synthétique le risque de crédit présenté par une entreprise. **Elle exprime sa capacité à honorer l'ensemble de ses engagements financiers sur un horizon de 3 ans.** Elle est composée d'une cote d'activité et d'une cote de crédit. Leur signification est consultable dans le flashcode ci-après, sur notre site internet: <https://entreprises.banque-france.fr/info>, ou sur simple demande à l'adresse précisée ci-dessous.

A la suite du dernier examen de la situation de votre entreprise, nous vous informons que nous lui avons attribué **la cotation G3.**

Le cas échéant, cette cotation tient compte de la situation de l'entreprise et de son degré d'intégration dans le groupe auquel elle appartient. Dans ce cas, la cotation est susceptible d'être révisée au vu de la situation de l'entité consolidante, notamment à la suite de l'analyse de ses derniers comptes consolidés.

Votre chargé de dossier se tient à votre disposition pour organiser si besoin un entretien au cours duquel vous pourrez obtenir toutes les explications que vous souhaitez.

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de ma considération distinguée.

Le Directeur,
Gilles DUQUENOIS

La cotation



Ref : CoteJsr0